



MARCHÉ PUBLIC

ACCORD-CADRE DE FOURNITURE ET DE SERVICES

Fourniture de vêtements
professionnels et d'équipements de
protection individuelle (EPI)

**Cahier des clauses techniques particulières
(CCTP)**

Contrat n° 2025S25037

Sommaire

1	Objet de l'accord-cadre	3
2	Respect des normes en vigueur.....	3
3	Exigences générales et communes aux lots 1, 2 et 3.....	3
3.1	Etiquetage	4
3.2	Taille des articles.....	4
3.3	Délai de livraison	4
4	Spécifications techniques du lot 1	4
4.1	Personnalisation des vêtements du lot 1	4
	Taille des lettres : 1 cm en hauteur	5
5	Spécifications techniques du lot 2	5
5.1	Personnalisation des vêtements du lot 2.....	5
6	Spécifications techniques du lot 3	5
7	Clause environnementale	5

1 Objet du contrat

Le présent contrat porte sur la fourniture de vêtements de travail et la fourniture d'équipements de protection individuelles (EPI) pour les agents des services de l'Université Lumière Lyon 2 et de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Il se décompose en 3 lots juridiquement distincts :

Lots	Description
Lot 1	Fourniture de vêtements de travail divers <i>Pour l'université Lyon 2, ce lot concerne la fourniture des vêtements de travail à usage des personnels des services espaces verts, de l'atelier, de la logistique, de l'entretien, des archives, du service universitaire des activités sportives, du service culturel et du pôle audiovisuel.</i>
Lot 2	Fourniture de vêtements de travail pour les services de prévention et sécurité incendie <i>Ce lot concerne la fourniture des tenues de travail à usage des personnels du service Prévention et Sécurité Incendie de l'université Lyon 2 et du service Hygiène et Sécurité de l'université Lyon 3.</i>
Lot 3	Fourniture d'équipements de protection individuelle <i>Ce lot concerne la fourniture d'équipements de protection individuelle (protection de la tête, des mains et des pieds).</i>

Nota : l'université Jean Moulin Lyon 3 intègre le lot 2 dès notification du présent accord cadre. Le démarrage du lot 1 et du lot 3 s'effectuera au 1^{er} juin 2027.

Pour l'Université Lumière Lyon 2, sont concernés les personnels suivants :

- Agents relevant de la Direction de l'Immobilier (DIMMO) : environ 80 agents de maintenance/entretien/logistique et espaces verts et environ 25 agents de sécurité dont les missions sur le terrain sont quotidiennes et réparties sur plusieurs sites ;
- Agents relevant de la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales (DRED) : personnels enseignants-chercheurs et doctorants exerçant les activités de recherche en laboratoire nécessitant des EPI (gants, blouses, masques) ;
- Agents relevant de la Direction de la communication et de l'évènementiel (DIRCOME) : environ 5 agents du pôle évènementiel et audiovisuel exerçant leurs missions sur le terrain et sur plusieurs sites, notamment à l'extérieur de l'Université, et devant être facilement identifiables ;
- Agents relevant du Service Universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) : environ 15 enseignants exerçant quotidiennement sur les sites et à l'extérieur de l'Université, devant être identifiables pour l'encadrement des activités et le cas échéant, pour les premiers soins ;
- Agents relevant de la Direction de la Vie Etudiante et des Campus (DVEC) : environ 5 agents exerçant parfois sur terrain et devant être facilement identifiables.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, sont concernés les personnels suivants :

- Agents relevant de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) : environ 65 agents de maintenance/logistique/accueil ;
- Agents relevant du Service Hygiène et Sécurité (SHS) : environ 18 agents.

2 Respect des normes en vigueur pour les 3 lots

Les équipements de protection individuelle (EPI) devront être conformes à la directive européenne 89/686/CEE du 21/12/89 modifiée (transposition en droit français : loi n° 91-1414 du 31/12/91 modifiée).

Ils seront notamment conformes aux lois, décrets et arrêtés suivants :

- Décret n° 92-765 du 29/07/92 modifié portant champ d'application de la réglementation relative à la conception des EPI ;
- Décret n° 92-766 du 29/07/92 relatif aux procédures de certification de conformité et diverses modalités du contrôle de conformité des équipements de travail et moyens de protection ;
- Arrêté du 16/11/92 relatif aux caractéristiques de l'avertissement de l'article L. 233-5-3 du code du travail ;

- Arrêté du 18/12/92 précisant le contenu de la documentation technique de fabrication, le modèle de la déclaration de conformité CE de type, le modèle du certificat de conformité des équipements d'occasion ;
- Arrêté du 07/02/97 relatif au marquage CE des équipements de travail et EPI ;
- Arrêté du 24/12/96 modifié relatif à l'habilitation des organismes chargés de procéder aux examens CE.

Autres textes applicables :

- les directives européennes et textes qui les transposent en droit français, notamment la directive 2002/61/EC du 19 juillet 2002 relatifs aux colorants azoïques dans les articles en tissu et en cuir en contact avec le corps humain.

Type d'équipement	Normes
Chaussures	NF EN ISO 20344 NF EN ISO 20345 EN ISO 13287
Botte de sécurité	EN ISO 23287
Bouchons anti-bruit	CE de type 1390 Délivrée par INSPEC (organisme 194) EN 352-2 : 2002)
Casque de chantier	EN 397/A1 : 1995
Tablier de soudeur	NF EN ISO 11611:2007 et EN ISO 11612:2008
Sabot milieu humide	Fermé ou ouvert
Masque à filtration	NF EN 14387 ; NF EN 143 ; NF EN 372
Masque jetable	NF en 149
Casque anti-bruit	NF EN 352-1
Masque de soudure	NF EN 175
Gant de soudeur	NF EN12477 (performance minimum EN 407 ET EN 388)

Le titulaire du marché doit donc être en conformité avec les règles citées ci-dessus (liste non exhaustive).

3 Exigences générales et communes à tous les lots

Tous les articles présentent un bon niveau de qualité de fabrication et de finition. Les composants utilisés leur confèrent fiabilité à l'usage, solidité, facilité d'utilisation et d'entretien. Ils ne comportent aucune inscription visible sur l'extérieur, seule une étiquette de marque est admise (discrète).

Les matériaux et produits entrant dans la fabrication de l'ensemble des composants utilisés ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement. Sont interdits tous les traitements susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.

Il est également interdit d'introduire des produits étrangers destinés à masquer des insuffisances de caractéristiques ou à modifier favorablement, mais de manière factice, l'aspect et le toucher. La collection doit former un ensemble cohérent, tant en qualité, qu'en aspect et coloris.

Les vêtements de travail proposés dans le cadre du présent marché devront notamment respecter les exigences et qualités suivantes :

- Ergonomie : le vêtement de travail ne doit pas apporter de gêne ou de contrainte pour le porteur ; ainsi il doit présenter une coupe adaptée aux tâches et utilisation effective du poste de travail (gestes et postures).
- Confort et efficacité : les vêtements de travail doivent être adaptés à la morphologie du porteur ;
- Protection : les vêtements de travail doivent être en adéquation avec l'activité et l'ensemble des risques répertoriés sans s'opposer à la bonne exécution du travail ;
- Résistance et légèreté : les vêtements de travail doivent être le plus léger possible sans préjudice pour leur solidité et leur efficacité ;
- L'adaptation aux saisons : les vêtements de travail doivent prendre en compte la chaleur et le froid auxquels l'agent est confronté ;
- Durabilité : avoir une bonne durabilité et résistance ;
- Diversité : répondre aux normes de tailles demandées ;
- Suivre la charte graphique des logos communiqués dans le CCTP pour les produits concernés ;
- Nettoyage : les équipements doivent pouvoir être nettoyés via du nettoyage industriel et présenter un bon comportement aux opérations d'entretien (bonne tenue des coloris, absence de

rétrécissement, entretien facile, lavable machine ménagère, défroissage/repassage facile...).

Quand une couleur n'est pas exigée dans le BPU, le titulaire propose plusieurs coloris de son choix, et au moins les couleurs neutres suivantes : noir, gris et bleu marine.

3.1 Etiquetage

Les vêtements et équipements de protection doivent obligatoirement porter le marquage CE. Chaque EPI livré doit être accompagné de sa notice d'utilisation et d'entretien en français. L'étiquetage est obligatoire (composition, type de lavage, taille...). Par conséquent, le titulaire s'engage sur la qualité des matériaux, formes et tailles.

3.2 Taille des articles

Les vêtements sont définis par taille. Le prix à l'article est un prix unique « toute taille ». Ceci intègre également les tailles « exceptionnelles dites hors normes » livrées sur commande spécifique. Dans ce contexte, aucune majoration de prix ne peut être retenue.

Une table de conversion et un guide pour la prise de mesures sont joints à l'offre technique du titulaire.

3.3 Délai de livraison

Le délai de livraison sera de 3 semaines maximum (soit 15 jours ouvrés).

3.4 Extranet et passation des commandes

Le titulaire met à la disposition des établissements du groupement un outil de commande en ligne référençant de manière exhaustive les articles listés au BPU. Pour le lot 3 exclusivement, ce catalogue en ligne comprend les articles pour lesquels le titulaire a consenti à une remise sur les prix publics.

Cet outil reprendra le descriptif technique de chaque article et présentera son visuel.

Ce site devra permettre de commander en ligne (avec un champ permettant la saisie du bon de commande du logiciel financier, via un système d'approbation dématérialisé).

Nota : Il est demandé un compte par membre du groupement avec le cas échéant, des sous-comptes par entité.

Pour l'Université Lumière Lyon 2 :

- Besoins relevant de la DIMMO : les commandes sont impérativement modérées/validées par les services financiers de la DIMMO ;
- Besoins relevant de la DRED : les commandes sont impérativement modérées/validées par le pôle financier de la DRED ;
- Besoins relevant de la DIRCOME, du SUAPS et de la DVEC : les commandes sont impérativement modérées/validées par un responsable ou gestionnaire financier relevant de chacune de ces directions.

Nota : pour tous les besoins, la DIRCOME dispose d'un droit de regard sur les choix de marquage institutionnel afin d'assurer une cohérence avec la charte graphique et les usages internes.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : toutes les commandes sont impérativement modérées/validées par la Centrale des Achats et Immobilisation de la Direction des Affaires Financières et des Achats.

4 Spécifications techniques du lot 1

Le lot 1 concerne la fourniture des tenues de travail à usage des personnels relevant des services espaces verts, de maintenance et des ateliers, de la logistique de l'entretien, des archives, du service universitaire des activités physiques et sportives, du service culturel ainsi que du pôle audiovisuel.

Les vêtements de protection doivent être conformes à la norme NF EN 340.

4.1 Personnalisation des vêtements du lot 1

Université Lyon 2 : Tous les vêtements du haut du corps sont à personnaliser.

Pour toutes les commandes relevant de la DIMMO, l'inscription sera apposée sur la poitrine côté gauche (côté cœur).

La typographie de texte utilisée est « *Helvetica Neue* ». A défaut, l'utilisation de la police Arial est possible.

Le prix du flocage et de la broderie est précisé au bordereau des prix unitaires (BPU).

Afin d'éviter le ton sur ton, l'écriture sera de couleur blanche pour les vêtements de couleur sombre et de couleur noire pour les vêtements clairs.

Pour tous les vêtements haut du corps, il sera inscrit :

12 cm



Taille des lettres : 1 cm en hauteur

Pour les autres commandes (SUAPS, pôle audiovisuel et service culturel), il pourra également être demandé d'apposer le logo de l'Université Lumière Lyon 2 dans le dos du vêtement (cf. article 4.2 du CCAP sur le respect de la charte graphique et les BAT).

Université Lyon 3 : un marquage sérigraphié est demandé (logo sur la poitrine côté cœur). Cette prestation est indiquée dans le bordereau des prix unitaires.

5 Spécifications techniques du lot 2

Le présent lot concerne la fourniture des tenues de travail à usage exclusif des personnels du service Prévention et Sécurité de l'Université Lyon 2 et du service Hygiène et Sécurité de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les vêtements de signalisation doivent être conformes à la norme NF EN 471. Les équipements chaussants sont traités antibactériens.

Les chaussures et bottes de sécurité (protection contre les risques mécaniques) doivent être conformes aux normes NF EN ISO 20344, NF EN ISO 20345 et NF EN 347-1. Elles doivent être dotées d'une semelle antidérapante (coefficient de frottement supérieur à 0,20 selon la norme EN ISO 13287) et antiperforation NF EN 344.

La tige des chaussures doit être imperméable à l'eau (étanchéité des jonctions et assemblages, piqûres ou coutures limitées aux besoins fonctionnelles et compatibles avec les caractéristiques d'étanchéité).

Les cuirs doivent avoir une bonne tenue tout en offrant de la souplesse. Les chaussures possèdent un bon chaussant et doivent être assez souples et agréables au porter.

5.1 Personnalisation des vêtements du lot 2

Université Lyon 2 : tous les vêtements du haut du corps sont à personnaliser. L'inscription sera apposée sur la poitrine côté gauche (côté cœur).

La typographie de texte utilisée est « *Helvetica Neue* ». A défaut, l'utilisation de la police Arial est possible.

Pour le Service Prévention et Sécurité de l'Université Lumière Lyon 2, un marquage en broderie de fil blanc sur la bande marine est apposée sur la poitrine.

Le prix de la broderie est précisé au bordereau des prix unitaires.

Université Lyon 3 : un marquage sérigraphié est demandé (logo sur la poitrine côté cœur). Cette prestation est indiquée dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

6 Spécifications techniques du lot 3

Tous les équipements de protection fournis sont neufs.

- Protection des mains :

Les gants de protection mécanique doivent être conformes aux normes NF EN 388 et NF EN 420.

Les gants de ménage doivent être conformes à la norme NF EN 420.

- Protection des pieds :

Les équipements chaussants sont traités antibactériens.

Les chaussures et bottes de sécurité (protection contre les risques mécaniques) doivent être conformes aux normes NF EN ISO 20344 et NF EN ISO 20345. Elles doivent être dotées d'une semelle antidérapante (coefficient de frottement supérieur à 0,20 selon la norme EN ISO 13287).

La tige des chaussures doit être imperméable à l'eau (étanchéité des jonctions et assemblages, piqûres ou coutures limitées aux besoins fonctionnelles et compatibles avec les caractéristiques d'étanchéité).

- Protection de la tête :

Les casques de protection doivent être conformes à la norme NF EN 397. Ils doivent avoir été fabriqués dans les 6 mois avant la livraison.

- Protection auditive :

Les bouchons d'oreilles doivent être conformes à la norme NF EN 352-2. Ils doivent avoir été fabriqués dans les 6 mois avant la livraison.

Les casques anti-bruit doivent être conformes à la norme NF EN 352-1. Ils doivent avoir été fabriqués dans les 6 mois avant la livraison.

- Protection oculaire :

Les lunettes de protection doivent être conformes à la norme NF EN 166. Elles doivent avoir été fabriquées dans les 6 mois avant la livraison.

Les masques et lunettes de soudeur doivent être conformes à la norme NF EN 175. Ils doivent avoir été fabriqués dans les 6 mois avant la livraison.

- Protection respiratoire :

Les masques filtrant doivent être conformes à la norme NF EN 149:2001.

7 Clause environnementale

- **Pour les lots 1 et 2, au moins 15% des références proposées sont également proposées en alternatives écolabellisées** (écolabels de type 1 : Ecolabel européen, Oeko-tex 100, Ecocert Textile ou équivalent). Le titulaire remet annexe à son offre les justificatifs correspondants. Le titulaire précise dans le BPU quelles références sont concernées en complétant la colonne correspondante (il complète également la colonne pour des références « classiques »).

Nota : pour le lot 1, au moins 5 références sont concernées ; pour le lot 2, au moins 2 références sont concernées. Le titulaire est libre de proposer les références écolabellisées de son choix et peut en proposer davantage que 15%.

Nota 2 : une part n'est pas imposée pour le lot 3 mais le titulaire peut proposer des alternatives écolabellisées dans le BPU.

- **Pour tous les lots, les références proposées par le titulaire seront exemptes de substances CMR** (substances chimiques cancérogènes et /ou mutagène et/ou reprotoxiques). Pour s'assurer du respect des exigences relatives à la protection de la santé des personnes, le titulaire doit obligatoirement fournir la preuve que la fabrication des articles présentés dans son offre est

conforme au règlement européen « REACH » adopté le 18 décembre 2006 (n° 1907/2006) et relatif à l'enregistrement, l'évaluation et à l'autorisation des produits chimiques. Cette preuve est remise en annexe du CRTE.

- Pour tous les lots, **le titulaire adopte une démarche de réduction des emballages** (par exemple : emballage non surdimensionné, livraison en vrac, etc.) et éléments de calage. Il minimise les emballages en plastiques à usage unique et privilégie les emballages réemployables, recyclables, intégrant de la matière recyclée ou biosourcés. Les cartons utilisés sont fabriqués à partir de matériaux 100 % recyclés. Le titulaire s'engage à reprendre et à réemployer ou à recycler les emballages. Le titulaire expose dans le CRTE les moyens qu'il met en œuvre pour atteindre cet objectif.
- Pour tous les lots, **le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel** utilisant l'essence ou le diesel comme carburant. A minima, en cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, **le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite**. Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile, les documents justifiant de la formation effective de ses personnels conducteurs. En cas d'externalisation de la prestation de transport, **le titulaire fait appel en priorité à des prestataires engagés dans cette démarche**. Il indique dans son offre les moyens qu'il met en œuvre pour atteindre cet objectif.